

Ecrit par le 18 mai 2026

L'Etat et les maires de Vaucluse main dans la main



Suite aux dernières élections municipales de mars dernier, Thierry Suquet, préfet de Vaucluse, a reçu les maires du département afin de leur rappeler leur rôle ainsi que les actions à mener en ce début de mandat.

Le préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, vient d'accueillir à la préfecture les nouveaux maires élus dans le département en mars dernier. Aux côtés de Stéphanie Aouine, procureure de la République du tribunal judiciaire d'Avignon, et des directeurs des services de l'État en Vaucluse ils ont présenté le rôle du maire, les premières actions à engager en début de mandat, ainsi que les priorités communes de l'action de l'État et des communes.

Services judiciaires, sécurité et protection des élus

Suite du mot d'accueil du préfet, la procureure de la République a notamment présenté le rôle des services judiciaires et leurs relations avec les élus de proximité.

Le directeur de cabinet du préfet, Thibault de Cacqueray, a ensuite évoqué les modalités de la

Écrit par le 18 mai 2026

collaboration entre l'État et les communes sur les questions de sécurité : rôle des polices municipales dans la lutte contre le narcotrafic, collaboration en matière de fermetures administratives et d'hospitalisations d'office, rôle dans la gestion de crise et le contrôle des établissements recevant du public notamment suite au drame de Crans Montana.

Le commandant en second du groupement de gendarmerie, Michaël Krok, a pris la parole pour aborder les enjeux de protection des élus. Il a présenté les dispositifs mis à disposition des élus locaux pour assurer leur sécurité, tels que [MaSécurité](#) ou [GEND'élus](#).

Soutien au élus durant l'exercice de leur mandat

Le directeur départemental de l'Agence régionale de santé, Loïc Souriau, et la directrice départementale adjointe des finances publiques du Vaucluse, Aline Dijan, ont respectivement présenté leurs services et leurs missions aux élus présents.

Enfin, le directeur de la citoyenneté et de la légalité, Denis Marsal, et son adjointe, Marie-Christine Stimmesse, ont présenté le rôle du maire, le cadre réglementaire de la gouvernance intercommunale, ainsi que l'accompagnement proposé par le service des relations avec les collectivités territoriales. À cette occasion, il a rappelé la loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l' élu local, qui énonce les principaux droits dont bénéficient les élus dans l'exercice de leur mandat.

L.G.

Alerte au risque de gel sur les cultures en Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



Afin de lutter contre les risques de gel sur les cultures en Vaucluse, la préfecture autorise provisoirement l'utilisation des dispositifs antigel dans les exploitations agricoles.

Au regard de la situation météorologique et des phénomènes de gels prévisibles pour les prochaines nuits, la préfecture de Vaucluse vient de prendre un arrêté dérogatoire « à l'interdiction d'emploi du feu est accordée par le préfet aux exploitants agricoles afin de protéger les cultures contre le gel ».

L'arrêté préfectoral du 30 janvier 2013, modifié le 7 février 2018, interdit l'emploi du feu entre 8h30 et 16h30 (10h et 15h30 dans la zone d'application du plan de protection de l'atmosphère de l'unité urbaine d'Avignon). Par ailleurs, l'emploi du feu à moins de 200 mètres des bois et forêts est soumis à autorisation préfectorale du 1er mars au 15 avril.

Cependant, compte-tenu de la situation météorologique actuelle, les exploitants agricoles bénéficient d'une dérogation leur permettant d'utiliser des dispositifs antigel à flamme près des bois et forêts, en dehors des horaires habituels fixés par l'arrêté du 30 janvier 2013 modifié.

Cette dérogation s'applique du 26 mars 2026 à 22 heures, au 2 avril 2026 à 8 heures du matin.

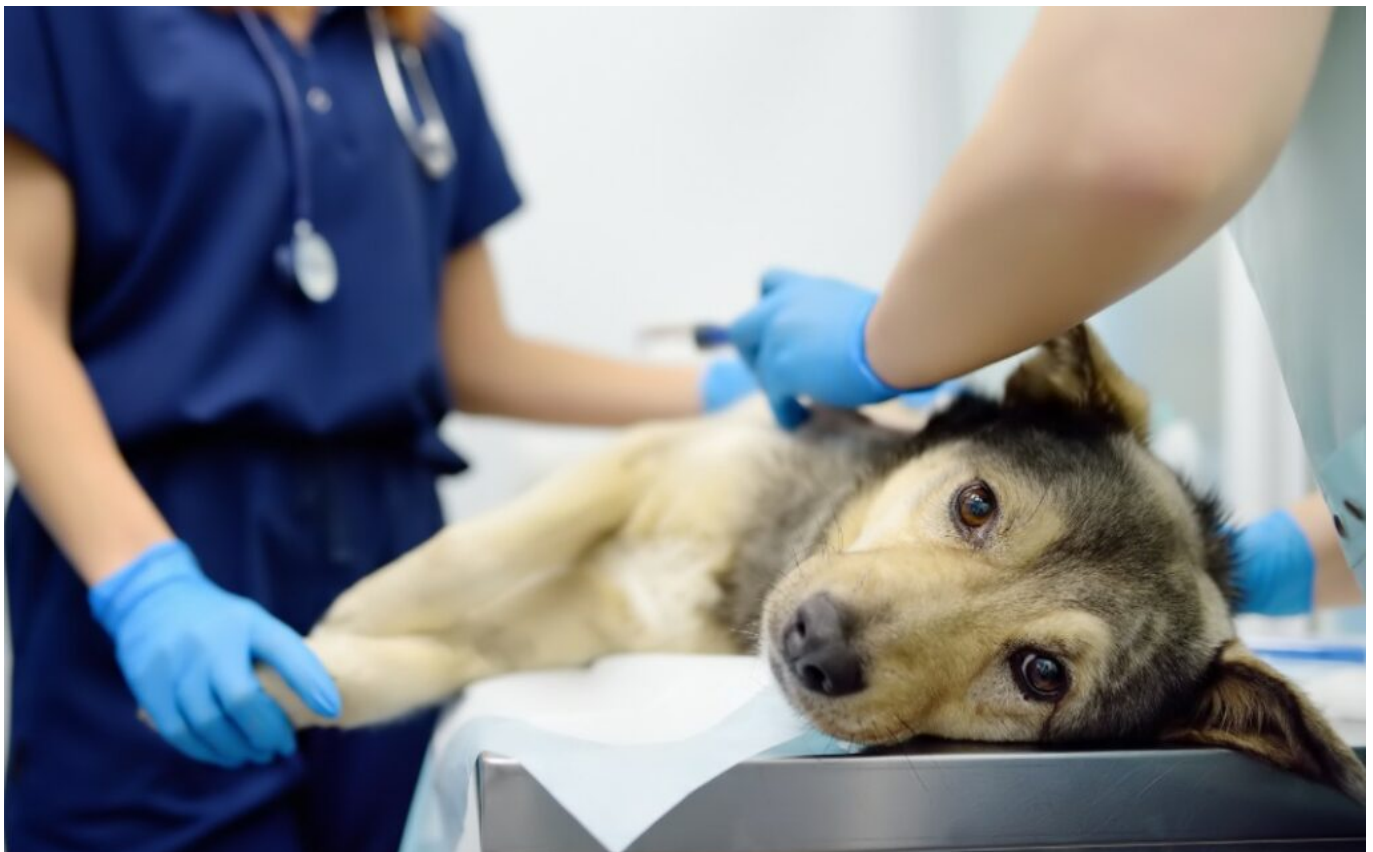
Les appareils stables de type bougies, chaufferettes, brûleurs à propane ou équivalents sont les seuls

Écrit par le 18 mai 2026

autorisés à être utilisés. Cette mise en œuvre n'est possible que si le vent n'est pas supérieur ou égal à 40 km/h (rafales comprises) et sous surveillance active des exploitants agricoles.

L.G.

Détection d'un cas de la maladie d'Aujesky en Vaucluse



Après la mort d'un chien à Sérignan-du-Comtat, ainsi que la suspicion d'un second cas mortel à Cucuron, la Direction départementale de la protection des populations de Vaucluse confirme que la maladie d'Aujesky est bien la cause du décès.

Ecrit par le 18 mai 2026

Le Laboratoire d'analyse national de référence (LNR) vient de confirmer à la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Vaucluse qu'un chien de chasse infecté à Sérignan-du-Comtat était mort des suites de [la maladie d'Aujeszky](#).

Un second cas de décès est en cours d'analyse suite à une chasse sur la commune de Cucuron.

Une maladie mortelle pour les chiens

« La maladie d'Aujeszky circule chez les porcs et sangliers et peut, accidentellement, contaminer les chiens (par morsure ou ingestion de viande ou d'abats crus contaminés), rappelle la préfecture de Vaucluse. La maladie est mortelle chez les chiens. La chasse lors de laquelle ce chien aurait été contaminé s'est déroulée dans la commune de Sérignan-du-Comtat. Des analyses complémentaires sont en cours, car une nouvelle suspicion de la maladie a été soulevée concernant un second chien décédé à la suite d'une chasse sur la commune de Cucuron. »

Comment reconnaître les signes d'une possible contamination de la maladie chez un animal ?

Les chiens peuvent présenter les symptômes suivants : abattement, agressivité soudaine, hyper salivation et démangeaisons, notamment au niveau de la tête. Toutefois, le virus ne se transmet pas entre les chiens.

Chez les porcs adultes, les symptômes sont essentiellement respiratoires et la mortalité concerne surtout les porcelets. Chez les sangliers, l'infection est généralement inapparente.

Une maladie non transmissible à l'homme

La maladie ne se transmet pas à l'Homme, ni par contact, ni par ingestion de viande contaminée. Ce premier cas cité confirme que la maladie circule au sein de la population de sangliers dans le département. La viande et les abats de suidés crus (de porc et surtout de sanglier) doit être évitée dans l'alimentation des chiens.

Il est conseillé de :

- Limiter tout contact et éviter les morsures entre les chiens et les sangliers ;
- Nettoyer et désinfecter le matériel au contact de sang de sanglier et les plaies de morsures dès que possible.

La vaccination recommandée car il n'y a aucun traitement

Il n'existe aucun traitement, la vaccination des animaux de chasseurs par un vétérinaire est donc préconisée par les services de la DDPP.

« Du côté des éleveurs de porcs du département, toutes les précautions nécessaires doivent être prises afin de protéger leurs animaux, rappelle les services de la préfecture. Leur attention sera attirée sur la nécessité de renforcer les mesures de biosécurité afin d'éviter tout contact avec les sangliers. En effet, en cas de contamination des porcins, des mesures de gestion de foyer dans l'élevage de porcs seront à mettre en œuvre par les services de l'État en lien avec le vétérinaire sanitaire de l'élevage et l'éleveur.

L.G.

Ecrit par le 18 mai 2026

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : <https://agriculture.gouv.fr/questions-reponses-tout-savoir-sur-la-maladie-daujeszky-0>

Sécurité incendie : le préfet de Vaucluse hausse le niveau de vigilance dans les ERP



À la suite de l'incendie mortel survenu le 1er janvier dans un établissement festif à **Crans-Montana** en Suisse, le préfet de Vaucluse, **Thierry Suquet**, appelle les maires et les exploitants d'établissements recevant du public à une vigilance renforcée. Bars, salles de danse et lieux festifs, notamment ceux disposant d'un sous-sol, sont particulièrement concernés par des

Ecrit par le 18 mai 2026

contrôles inopinés annoncés dans les prochaines semaines.

Le drame survenu au bar Le Constellation, à Crans-Montana, a agi comme un électrochoc au-delà des frontières suisses. En Vaucluse, le préfet Thierry Suquet a souhaité rappeler avec force l'absolue nécessité du respect des règles de prévention des risques d'incendie dans les [établissements recevant du public](#) (ERP). Une attention particulière est portée aux établissements festifs : bars, restaurants, débits de boissons, salles de spectacles ou de danse, dont certains accueillent du public en sous-sol, configuration reconnue comme plus à risque en cas d'incendie.

Responsabilités partagées, obligations claires

Si les propriétaires et exploitants demeurent les premiers responsables de la sécurité du public dans leurs établissements, les maires exercent, en tant qu'autorité de police, un rôle central de contrôle. Ils doivent veiller au respect de la réglementation incendie et à la bonne tenue des visites des commissions de sécurité, auxquelles participent les sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours ([SDIS](#)).

Des commissions au top

Le préfet indique s'être assuré qu'aucun retard significatif n'était constaté dans l'organisation de ces commissions en Vaucluse, tout en appelant les élus locaux à maintenir un haut niveau d'exigence, notamment pour les établissements les plus sensibles.

Les 'petits établissements' aussi concernés

Contrairement à une idée répandue, les ERP de 5^e catégorie sans locaux à sommeil, dits 'petits établissements', ne sont pas dispensés du respect des règles de sécurité incendie. S'ils ne sont pas soumis à une autorisation préalable d'ouverture ni à des visites périodiques systématiques, ils restent pleinement assujettis aux obligations réglementaires : dégagements suffisants et dégagés, signalisation des issues de secours, conformité des installations électriques et gaz, présence d'extincteurs, éclairage de sécurité, dispositifs d'alarme et désenfumage adaptés. Pour faciliter l'appropriation de ces exigences, une fiche récapitulative de la réglementation a été transmise aux maires, avec instruction de la diffuser à l'ensemble des exploitants concernés.

Des contrôles inopinés annoncés

Dans ce contexte de vigilance renforcée, le préfet annonce la mise en œuvre de contrôles inopinés par les commissions de sécurité compétentes. Ces inspections cibleront en priorité les [établissements festifs](#) de types L (Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou polyvalentes), N (Restaurants et débits de boissons) et P (Salles de danses et salles de jeux), en particulier ceux disposant de sous-sols accessibles au public. La réglementation autorise en effet ces contrôles, y compris dans les ERP de 5^e catégorie, dès lors qu'un doute sérieux existe quant à la sécurité des personnes accueillies. L'objectif ? Prévenir tout risque majeur et éviter qu'un drame similaire ne se reproduise sur le territoire.

Source : Préfecture de Vaucluse.

Mireille Hurlin

En 2025, 193 OQTF ont été expulsés en Vaucluse



La préfecture de Vaucluse vient de dévoiler le bilan des interpellations d'étrangers en situation irrégulière en Vaucluse en 2025.

L'an dernier, les forces de l'ordre ont procédé à l'interpellation de 1 069 étrangers en situation irrégulière dans le département. Ce chiffre est en hausse de 28% par rapport à 2024 et 2,5 fois et demi plus élevé qu'en 2019, année de référence avant Covid.

Dans le même temps, les services de l'Etat en Vaucluse ont pris 1 265 mesures d'éloignement, type Obligation de quitter le territoire français (OQTF), contre 891 en 2024 (+41%) et 645 en 2019 (+95%). Dans les faits, ces décisions ont abouti à l'expulsion de 193 étrangers l'an passé, contre 223 en 2024 (-14%) et 173 en 2019 (+12%).

« La diminution du nombre d'étrangers éloignés s'explique en grande partie par les difficultés d'identification et de délivrance de laissez-passer par les consulats », explique la préfecture de Vaucluse

Écrit par le 18 mai 2026

où une OQTF sur 6 est ainsi exécutée.

Des profils 'sensibles'

Parmi les OQTF vauclusiens éloignés de France en 2025 figure notamment 40 étrangers en situation irrégulière, libérés du centre pénitentiaire du Pontet. Des individus au profil particulièrement sensible selon la préfecture de Vaucluse comme ce ressortissant algérien condamné à 20 ans de prison pour meurtre placé en centre de rétention puis expulsé après avoir purgé sa peine.

Autres profils : un ressortissant guinéen âgé de 20 ans suivi pour radicalisation et tentative d'assassinat pour laquelle il a été déclaré irresponsable ainsi que deux ressortissants marocains, l'un radicalisé et fiché 'S', l'autre, condamné 17 fois par la justice française pour un total de 15 ans de prison

Accentuation des contrôles sur les personnes en situation régulière

« L'accent a été aussi particulièrement mis sur l'expulsion d'étrangers en situation régulière représentant une menace grave pour l'ordre public, annonce la préfecture de Vaucluse. Ainsi, la délivrance ou le renouvellement des titres de séjour fait désormais l'objet d'un contrôle strict au regard des faits de délinquance. »

Vigipirate prolongé : La France en état d'Urgence attentat pour l'hiver-printemps 2026



Ecrit par le 18 mai 2026

Le gouvernement reconduit le plus haut niveau de vigilance terroriste à l'aube d'une période riche en événements publics. À compter du 5 janvier 2026, le plan Vigipirate est maintenu sur l'ensemble du territoire national au niveau 'Urgence attentat', la posture la plus exigeante du dispositif français de lutte contre le terrorisme. Cette décision du Premier ministre, Sébastien Lecornu, intervient dans un contexte marqué par des rassemblements festifs, une campagne électorale municipale ainsi que des périodes de vacances scolaires, nécessitant un renforcement des mesures de sécurité.

Le niveau 'Urgence attentat' est activé lorsque la menace terroriste est jugée imminente ou post-attentat et requiert une mobilisation maximale des moyens d'État pour prévenir toute attaque sur le sol français. Il s'agit du niveau le plus élevé du plan Vigipirate, qui compte trois échelons : Vigilance, Sécurité renforcée et Urgence attentat.

Un contexte de menace soutenue et un dispositif en alerte maximale

Ce maintien s'inscrit également dans un contexte sécuritaire tendu en Europe, où plusieurs gouvernements étrangers, dont le Canada, ont récemment publié des conseils de prudence aux voyageurs se rendant en France, citant des risques de terrorisme élevés dans les zones urbaines et touristiques.

Sécurité des foules : des événements publics sous haute surveillance

Compte tenu de la succession d'événements publics, culturels ou religieux à venir, les autorités insistent sur une collaboration étroite entre organisateurs et forces de sécurité intérieure. Avant toute manifestation susceptible d'attirer un grand public, les responsables doivent contacter les services de l'État compétents et adapter les mesures de sûreté. Les dispositifs peuvent aller de la protection anti-intrusion à des barriérages contre les attaques au véhicule.

Événements et concentration de personnes

Les gestionnaires d'événements doivent également former leurs équipes aux procédures de signalement et de confinement en cas de menace. Les guides officiels du ministère de l'Intérieur et du SGDSN - Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale- sont mis à disposition pour structurer ces préparations.

Lieux de culte et établissements éducatifs

Les cibles traditionnelles sous renforcement sont les lieux de culte, les écoles et les transports publics. Les lieux de culte disposent d'une présence policière accrue, avec un contrôle des accès recommandé en lien avec les autorités religieuses locales, et une vigilance renforcée autour des zones de stationnement. De même, les établissements d'enseignement continueront d'appliquer des mesures de sécurité déjà actives depuis 2023 pour protéger les élèves et le personnel.

Transports et bâtiments publics

Les plateformes de transport telles que les gares, les aéroports et les métros figurent parmi les points sensibles identifiés, en particulier lorsqu'ils connaissent des affluences importantes. Les plans de protection des services publics sont actualisés pour garantir une réponse rapide et coordonnée face à toute situation d'urgence.

Ecrit par le 18 mai 2026

Cyber-menace et vigilance numérique

Outre la menace physique, l'État met en garde contre les attaques cybernétiques qui se multiplient contre des infrastructures publiques ou privées. Les entités publiques et privées sont incitées à renforcer immédiatement la sécurité de leurs systèmes d'information, en s'appuyant notamment sur les recommandations de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information).



Rôle du public : une vigilance partagée

Le plan Vigipirate encourage les citoyens à adopter des réflexes proactifs de sécurité, tels que ne pas laisser de bagages sans surveillance, signaler tout comportement suspect aux autorités en appelant le 17 ou 112 et à faciliter les opérations de contrôle dans les lieux publics. Des guides de bonnes pratiques sont publiés à l'intention du grand public pour accompagner ces efforts.

Aggravation de la situation internationale

Depuis 2023 et l'aggravation de la situation internationale, la France n'a cessé d'adapter son niveau de vigilance. Le malentendu persistant autour de l'application de Vigipirate, parfois perçu comme permanent par le public, traduit une normalisation progressive de ces mesures dans la vie collective face à une menace terroriste jugée toujours élevée.

Sources : [Préfecture de Vaucluse](#), [SGDSN](#), Télécharger les guides de bonnes pratiques [ici](#).

Les infos pratiques

« Le renforcement des échanges d'informations entre les organisateurs et les services de l'Etat reste capital, souligne Thierry Suquet, préfet de Vaucluse. Aussi, préalablement à l'organisation de tout événement susceptible d'engendrer des concentrations de personnes, les organisateurs doivent impérativement prendre contact avec les forces de sécurité intérieure territorialement compétentes et, lorsque la sensibilité de l'événement et/ou la jauge du public attendu le justifie, avec mes services : Pour les communes de l'arrondissement d'Avignon: pref-defense-protection-civile@vaucluse.gouv.fr ; Pour les communes de l'arrondissement de Carpentras: sp-carpentras@vaucluse.gouv.fr ; Pour les communes de l'arrondissement d'Apt : sp-apt@vaucluse.gouv.fr.

Ecrit par le 18 mai 2026

Organisation des événements

Les responsables de site sont invités à adapter les mesures de sûreté qui leur incombent en fonction des vulnérabilités des lieux, de la fréquentation, des amplitudes horaires (jour/nuit) et du contexte local évalué avec les services de l'Etat. Les personnels de l'équipe d'organisation seront sensibilisés aux bons comportements à adopter en cas de situation suspecte, de menace terroriste, de confinement ou d'évacuation selon les situations. En ce sens, ils pourront s'appuyer sur le guide des bonnes pratiques de sécurisation d'un événement de voie publique, en consultant le site du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante

<https://www.interieur.gouv.fr/Publications/Securite-interieure/Securisation-des-evenements-de-voie-publique>, ainsi que le guide des bonnes pratiques pour la sûreté des espaces publics, accessible via le lien <https://www.sgdsn.gouv.fr/vigipirate/les-guides>.

Risque d'attaque en voiture bélier

Les organisateurs d'événements sur la voie publique s'attacheront à prendre en compte le risque d'attaque par véhicules béliers en mettant en œuvre les dispositifs adaptés afin de s'en prémunir. Ces derniers sont invités à consulter la fiche de recommandations à <https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/fiche-se-proteger-contre-les-attaques-au-vehicule-belier.pdf>. Ils veilleront également à solliciter l'avis des référents-sûreté des forces de sécurité (police ou gendarmerie).

Mireille Hurlin

Le détention nocturne de proxotyde d'azote interdite en Vaucluse

Écrit par le 18 mai 2026



Face à la hausse de la consommation détournée de protoxyde d'azote, notamment par des mineurs, le préfet de Vaucluse a pris un arrêté préfectoral interdisant sur tout le département, jusqu'au 15 mai 2026, la détention, le transport et la consommation de protoxyde d'azote, sous quelque forme que ce soit (cartouches, ballons, bouteilles ou tout autre contenant), à des fins récréatives détournées, de 19h à 7h.

Jusqu'à 15 000€ d'amende

Cet arrêté vient compléter les mesures prévues par la loi du 1er juin 2021 visant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote : interdiction de la vente ou de l'offre de ce gaz aux mineurs dans tous les commerces, lieux publics et sur internet (infraction passible d'une amende de 3 750€) ; punition par 15 000€ d'amende de toute incitation à un mineur à détourner un produit pour en obtenir des effets psychoactifs ; interdiction de la vente de protoxyde d'azote dans les débits de boissons et de tabac.

L'inhalation de protoxyde d'azote est source de grave danger pour les consommateurs comme pour les tiers. Face à ce phénomène, le préfet de Vaucluse renforce la réglementation encadrant la détention, le transport et la consommation de protoxyde d'azote à des fins détournées sur l'ensemble du territoire du département.

Quelles conséquences pour la santé ?

La consommation de protoxyde d'azote entraîne des conséquences graves pour les consommateurs, les tiers et l'environnement :

- Les consommateurs ponctuels peuvent être sujets à des vertiges, pertes de connaissance, brûlures par le froid. A long-terme, les usagers risquent de développer des troubles neurologiques graves

Écrit par le 18 mai 2026

(paresthésies, difficultés motrices, troubles sexuels), et des complications vasculaires et psychatriques.

- Les accidents de la route imputables au protoxyde d'azote sont de plus en plus nombreux, des effets secondaires pouvant survenir dans les 30 à 45 minutes suivant l'inhalation (vertiges, distorsions visuelles, trous noirs).
- Les bonbonnes et cartouches sont souvent abandonnées sur la voie publique, générant une pollution importante et un risque d'explosion.

En parallèle, le préfet a choisi de financer diverses actions de prévention à destination des jeunes, dans les écoles et les établissements festifs.

L.G.

Les personnes concernées directement ou indirectement peuvent contacter Drogues Info Service au 0 800 23 13 13.

Le préfet s'attaque à la cabanisation du Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



Les services de la préfecture de Vaucluse viennent d'opérer la démolition d'office de plusieurs bâtiments hétéroclites à Saumane-de-Vaucluse. Ces derniers avaient été édifiés sans autorisation d'urbanisme, en zone agricole et zone rouge du plan de prévention du risque feux de forêt de la petite commune vaclusienne. La démolition, survenue le 19 novembre dernier, est entièrement à la charge du contrevenant.

Ecrit par le 18 mai 2026



Crédit : DR/Préfecture de Vaucluse

« Le propriétaire condamné n'ayant pas effectué la remise en état des parcelles malgré de multiples mises en demeure et liquidation d'astreintes, la décision de justice a été exécutée d'office, sous le contrôle d'un commissaire de justice, avec le concours de la force publique, explique la préfecture de Vaucluse. Cette opération s'inscrit pleinement dans une stratégie volontariste et partenariale de lutte contre la cabanisation. En associant leurs compétences respectives, les services de l'État, l'autorité judiciaire et les élus locaux veillent au strict respect des dispositions réglementaires en matière d'urbanisme, et à la coordination de l'ensemble des procédures administratives et judiciaires destinées à sanctionner les atteintes au paysage et à l'environnement dans le département. »



Écrit par le 18 mai 2026

Crédit : DR/Préfecture de Vaucluse

Le signal d'alarme des maires de Vaucluse

Lors de sa dernière AG, [l'Association des maires de Vaucluse \(AMV\) avait alerté sur ce phénomène de cabanisation du Vaucluse.](#)

« Nous sommes confrontés à des dérives, à la cabanisation dans nos campagnes, à la sédentarisation de gens du voyage sur des terrains agricoles, à des extensions voir des constructions de maisons sans permis. Nous procédons aux constatations et dressons les PV d'infractions aux règles d'urbanisme », expliquait alors Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, qui dénonçait la multiplication des infractions d'urbanisme dans le département.

Message entendu par les services de l'Etat qui, bien qu'ayant employé la force, rappellent « que la remise en état volontaire par les condamnés reste la voie à privilégier s'ils ne veulent pas s'exposer à une procédure d'exécution d'office réalisée à leurs frais ».

Nouveau sous-préfet de Carpentras : de la Corse au Comtat

Ecrit par le 18 mai 2026



[Yoann Toubhans](#) vient d'être nommé sous-préfet de Carpentras par le Président de la République. Il succède à Bernard Roudil, 64 ans, qui a pris sa retraite le mois dernier.

Auparavant sous-préfet de Calvi, Yoann Toubhans est diplômé d'une Maîtrise de droit public et d'un DEA en droit public. Âgé de 48 ans, ce natif de Nouméa en Nouvelle-Calédonie, a débuté sa carrière en 2001 comme chargé d'études puis responsable de la cellule technique au service d'études, de législation et du contentieux, à la direction des affaires administratives et juridiques du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Attaché territorial de 2002 à 2009, il deviendra directeur de la direction juridique et d'administration générale, au secrétariat général de la province Sud de Nouvelle-Calédonie. En 2015, il intègre le corps des attachés principaux de l'État pour devenir adjoint au chef du bureau du contrôle de légalité et du conseil juridique, à la sous-direction des compétences et institutions locales relevant de la direction générale des collectivités locales, à l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Sa carrière dans la préfectorale débute en septembre 2017 où il devient sous-préfet de Toul en Meurthe-et-Moselle avant d'être nommé sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet des Alpes-Maritimes en septembre 2019 puis de rejoindre l'île de beauté en novembre 2021.

[joe_20251120_0272_0055](#)